Gardant présents à l'esprit les buts et les principes définis dans sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, intitulée "Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux",

Considérant que, par sa résolution 1654 (XVI) du 27 novembre 1961, elle a créé un Comité spécial de dix-sept membres chargé d'étudier l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

Considérant en outre qu'au paragraphe 8 de cette résolution l'Assemblée générale a demandé au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes de prêter son aide au Comité spécial dans ses travaux,

1. *Décide* de maintenir en fonctions le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes dans les mêmes conditions qu'actuellement, jusqu'à ce que l'Assemblée générale ait décidé que les principes énoncés au Chapitre XI de la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux ont été pleinement appliqués;

2. *Décide en outre* que le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes examinera les informations de caractère politique et constitutionnel communiquées par les Etats Membres administrants, aussi bien que les renseignements concernant les domaines techniques, et présentera à l'Assemblée générale ses rapports accompagnés de ses observations et conclusions à ce sujet;

3. *Charge* le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes d'entreprendre des études poussées sur les conditions et problèmes politiques, scolaires, économiques et sociaux de territoires situés dans la même zone ou région, sauf lorsque les circonstances exigent que le cas d'un territoire soit étudié séparément;

4. *Rappelle* sa résolution 1542 (XV) du 15 décembre 1960 et charge le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes de faire appel au concours du Comité spécial de sept membres créé par la résolution 1699 (XVI) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1961;

5. *Prie* le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes de communiquer les rapports visés au paragraphe 2 ci-dessus au Comité spécial chargé d'étudier l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et de lui fournir la documentation pertinente dont il dispose, notamment les études préparées à son intention dont le Comité spécial pourrait avoir besoin pour s'acquitter de ses fonctions.

1083^e séance plénière,
19 décembre 1961.

* * *

A sa 1253^e séance, la Quatrième Commission, agissant au nom de l'Assemblée générale, a procédé à l'élection de quatre membres du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes pour une période de trois ans, en vue de remplacer les Etats ci-après, membres sortants: Ghana, Inde, Irak et République Dominicaine¹⁶. A sa 1083^e séance plénière, le 19 décembre 1961, l'Assemblée a confirmé cette élection.

Les Etats Membres suivants ont été élus: EQUATEUR, HAUTE-VOLTA, PAKISTAN et PHILIPPINES.

¹⁶ *Ibid.*, seizième session, Annexes, point 46 de l'ordre du jour, document A/5048, par. 2.

1701 (XVI). Rapport du Conseil de tutelle

L'Assemblée générale,

Ayant reçu le rapport du Conseil de tutelle pour la période du 1^{er} juillet 1960 au 19 juillet 1961¹⁷,

1. *Prend acte* du rapport du Conseil de tutelle;

2. *Recommande* aux autorités administrantes de tenir compte des recommandations et observations contenues dans ledit rapport;

3. *Recommande* au Conseil de tutelle d'examiner, à sa vingt-huitième session, les observations et suggestions qui ont été formulées, lors de la discussion du rapport à la seizième session de l'Assemblée générale, au sujet des territoires qui sont encore sous tutelle, ainsi que les méthodes de travail et la procédure du Conseil afin de les adapter aux exigences de la situation nouvelle en matière de régime international de tutelle.

1083^e séance plénière,
19 décembre 1961.

1702 (XVI). Question du Sud-Ouest africain

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960 intitulée "Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux", ainsi que sa résolution 1654 (XVI) du 27 novembre 1961 portant création d'un Comité spécial de dix-sept membres chargé d'étudier l'application de la Déclaration,

Rappelant ses résolutions 1568 (XV) du 18 décembre 1960 et 1596 (XV) du 7 avril 1961,

Prenant acte avec satisfaction du rapport spécial du Comité du Sud-Ouest africain¹⁸,

Tenant compte des constatations, conclusions et recommandations du rapport spécial du Comité du Sud-Ouest africain sur les mesures à prendre en vue d'assurer l'instauration d'un ordre légal et l'application des méthodes, des réformes et des programmes d'assistance qui permettront au Territoire sous mandat du Sud-Ouest africain d'assumer, dans le délai le plus court possible, toutes les responsabilités de la souveraineté et de l'indépendance,

Notant avec un profond regret que le Gouvernement de la République sud-africaine a empêché, avec des menaces, l'entrée du Comité du Sud-Ouest africain dans le Territoire,

Notant avec une inquiétude accrue la dégradation progressive de la situation au Sud-Ouest africain résultant de l'intensification impitoyable de la politique d'*apartheid*, le profond ressentiment de tous les peuples africains, s'accompagnant de l'expansion rapide des forces militaires sud-africaines, ainsi que l'armement et le renforcement militaire des Européens, tant militaires que civils, dans le dessein d'opprimer les populations autochtones, ce qui crée une situation de plus en plus explosive, qui, si elle se prolonge, mettra en danger la paix et la sécurité internationales,

Considérant que le Gouvernement sud-africain a manqué d'une façon persistante à ses obligations internationales dans l'administration du Territoire du Sud-Ouest africain, entreprise au nom de la communauté internationale,

Réaffirmant qu'il est du droit et du devoir de l'Organisation des Nations Unies de s'acquitter pleinement

¹⁷ *Ibid.*, seizième session, Supplément n° 4 (A/4818).

¹⁸ *Ibid.*, Supplément n° 12A (A/4926).

de ses obligations à l'égard du territoire international qu'est le Sud-Ouest africain,

Convaincue que la mise en œuvre de la résolution 1514 (XV) ainsi que la responsabilité qui incombe à l'Organisation aux termes de la Charte des Nations Unies envers la communauté internationale et le peuple du Sud-Ouest africain exigent que des mesures immédiates soient prises par l'Organisation des Nations Unies,

1. *Proclame solennellement* le droit inaliénable du peuple du Sud-Ouest africain à l'indépendance et à la souveraineté nationale;

2. *Décide* la création d'un Comité spécial des Nations Unies pour le Sud-Ouest africain, composé de représentants de sept Etats Membres nommés par le Président de l'Assemblée générale et ayant pour mission d'atteindre, en consultation avec la Puissance mandataire, les objectifs suivants:

a) Visite du Territoire du Sud-Ouest africain avant le 1^{er} mai 1962;

b) Evacuation de toutes les forces militaires de la République sud-africaine se trouvant dans le Territoire;

c) Libération de tous les détenus politiques sans distinction de parti ou de race;

d) Abrogation de toutes lois ou règlements confinant les habitants autochtones dans des réserves et leur déniaient toute liberté de déplacement, d'expression et d'association, ainsi que de toutes autres lois ou règlements qui établissent et maintiennent l'intolérable régime d'*apartheid*;

e) Préparation d'élections générales à l'Assemblée législative qui devront avoir lieu aussitôt que possible, sur la base du suffrage universel des adultes, sous la surveillance et le contrôle de l'Organisation des Nations Unies;

f) Conseils et assistance au gouvernement issu des élections générales, en vue de préparer l'accession du Territoire à l'indépendance complète;

g) Coordination de l'assistance des institutions spécialisées à la population dans les domaines économique et social, en vue de promouvoir son bien-être moral et matériel;

h) Retour dans le Territoire des autochtones qui l'ont quitté, sans risque d'emprisonnement, de détention ou de châtement d'aucune sorte pour leur activité politique à l'intérieur ou hors du Territoire;

3. *Prie* le Comité spécial de s'acquitter des tâches que l'Assemblée générale avait assignées au Comité du Sud-Ouest africain en vertu des alinéas a, b et c du paragraphe 12 de sa résolution 749 A (VIII) du 28 novembre 1953;

4. *Demande instamment* au Gouvernement sud-africain de coopérer pleinement avec le Comité spécial et avec l'Organisation des Nations Unies pour permettre l'application des dispositions de la présente résolution;

5. *Décide* d'appeler l'attention du Conseil de sécurité sur la présente résolution, à la lumière du paragraphe 7 de la résolution 1596 (XV), par laquelle l'Assemblée générale a attiré l'attention du Conseil sur la situation relative au Sud-Ouest africain, qui, si elle se prolonge, mettra en danger, de l'avis de l'Assemblée, la paix et la sécurité internationales;

6. *Prie* tous les Etats Membres:

a) De faire tout ce qui est en leur pouvoir pour aider le Comité spécial dans l'accomplissement de sa mission;

b) De s'abstenir, le cas échéant, de tous actes susceptibles de retarder ou d'empêcher l'exécution de la présente résolution;

7. *Prie* le Comité spécial de tenir le Conseil de sécurité, le Secrétaire général et le Comité spécial chargé d'étudier l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux au courant de ses activités et des difficultés qu'il pourrait rencontrer;

8. *Prie* le Comité spécial d'étudier toutes mesures éventuelles susceptibles de faciliter la mise en œuvre des autres recommandations du Comité du Sud-Ouest africain, et de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa dix-septième session;

9. *Décide* de maintenir à son ordre du jour la question du Sud-Ouest africain et de la considérer comme une question demandant une attention urgente et continue;

10. *Invite* le Secrétaire général à faciliter l'application de la présente résolution.

1083^e séance plénière,
19 décembre 1961.

* * *

Le Président de l'Assemblée générale, agissant en vertu de la résolution ci-dessus, a nommé les membres du Comité spécial créé aux termes du paragraphe 2 de ladite résolution.

Le Comité spécial se compose des Etats Membres suivants: BIRMANIE, BRÉSIL, MEXIQUE, NORVÈGE, PHILIPPINES, SOMALIE et TOGO.

1703 (XVI). Pétitions relatives au Territoire du Sud-Ouest africain

L'Assemblée générale,

Ayant accepté l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice, en date du 11 juillet 1950, sur la question du Sud-Ouest africain¹⁹,

Ayant habilité, par sa résolution 749 A (VIII) du 28 novembre 1953, le Comité du Sud-Ouest africain à examiner les pétitions en se conformant à la procédure du régime des mandats de la Société des Nations,

Ayant reçu du Comité un rapport qui traite de pétitions concernant notamment le statut du Sud-Ouest africain et la situation du Territoire, la situation dans le quartier de Windhoek, les conditions dans la réserve indigène de l'Ovamboland et celles de Warmbad et de Hoachanas²⁰,

Notant avec déception que les recommandations qu'elle a faites au Gouvernement sud-africain dans ses résolutions 1564 (XV), 1567 (XV) et 1568 (XV), paragraphe 3, en date du 18 décembre 1960, relatives à la liberté politique au Sud-Ouest africain, au quartier de Windhoek et, d'une manière générale, à la question du Sud-Ouest africain, n'ont jamais été mises en œuvre,

Constatant avec la plus vive inquiétude que, comme l'indiquent les pétitions, la Puissance mandataire est inébranlablement résolue à intensifier l'application de

¹⁹ Statut international du Sud-Ouest africain, avis consultatif: C.I.J., Recueil 1950, p. 128.

²⁰ Documents officiels de l'Assemblée générale, seizième session, Supplément n° 12 (A/4957), 1^{re} partie, sect. III.